



Un résultat agricole moyen en repli pour les exploitations franciliennes de « céréales et oléoprotéagineux » en 2013

En 2013, le résultat courant avant impôt des exploitations agricoles « moyennes et grandes » de l'orientation « céréales et oléoprotéagineux » d'Île-de-France baisse de moitié par rapport à 2012, en raison du repli des cours des céréales et oléoprotéagineux. La progression des charges courantes des exploitations est modérée entre 2012 et 2013. La dispersion des résultats entre exploitations se réduit en 2013, après deux années de croissance. La situation financière des exploitations franciliennes s'en ressent : leur capacité d'autofinancement diminue et leur taux d'endettement global progresse légèrement.

En 2013, le résultat courant avant impôt (RCAI) moyen des exploitations agricoles spécialisées en « Céréales et oléoprotéagineux » (COP) d'Île-de-France, de 42 102 euros, chute de 55 % par rapport à 2012. Cette baisse intervient après trois années de progression du résultat francilien (2010-2012). Le résultat moyen de 2013 est comparable à celui de 2006. Pour les exploitations spécialisées en COP, l'évolution du RCAI moyen francilien entre 2012 et 2013 est à l'image de l'évolution du RCAI au niveau national. Ce dernier régresse de 67 % (22 404 euros en 2013 contre 67 911 euros en 2012).

Par unité de travail annuel non salarié (Utans), la diminution du RCAI moyen des exploitations spécialisées en COP est de même ampleur. Elle est de 57 % au niveau francilien (33 440 euros en 2013 contre 77 805 euros en 2012) et de 67 % au niveau national (18 472 euros en 2013 contre 55 615 euros en 2012). Pour les exploitations spécialisées en COP, la région Île-de-France se place en 2013, au troisième rang des régions françaises en termes de RCAI moyen par Utans, derrière la Champagne-Ardenne et la Picardie.

Il est important de souligner que les cotisations personnelles versées par l'exploitant ne sont pas comptabilisées dans le calcul du RCAI (1). Or, compte tenu du niveau élevé des résultats entre 2010 et 2012, les cotisations versées par l'exploitant en 2013 (20 799 € en moyenne) progressent de 21 % par rapport à l'année précédente.

(1) Les cotisations de l'exploitant sont calculées à partir des résultats soit des trois dernières années, soit de l'année précédente.

Une moindre dispersion des résultats des exploitations

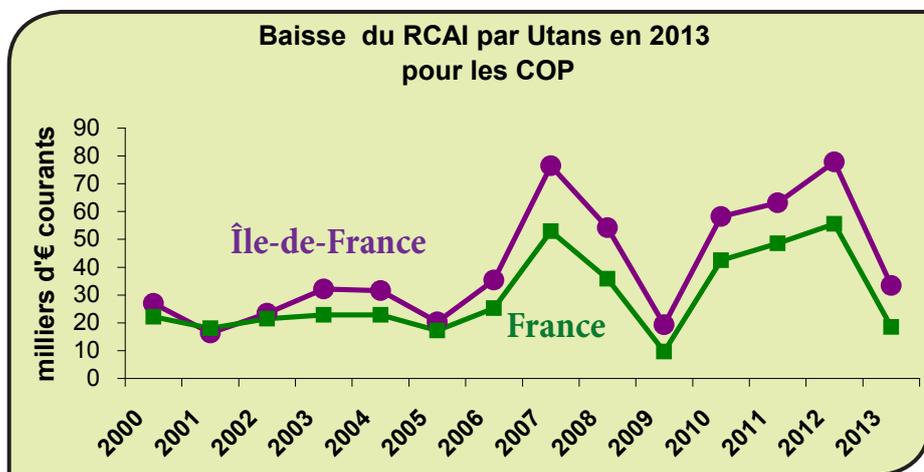
La dispersion des résultats des exploitations se contracte en 2013, après deux années, 2011 et 2012, où elle s'est accrue. La différence de revenu par actif non salarié entre le quart des exploitations ayant le plus faible revenu et le quart des exploitations ayant le plus fort revenu est de 41 990 euros en 2013, en retrait par rapport à 2012 (55 260 euros) et 2011 (69 050 euros). Le RCAI médian par actif non salarié est

de 27 640 euros en 2013, contre 75 410 euros en 2012. Les RCAI par actif non salarié du premier et du troisième quartile diminuent respectivement de 39 090 euros et de 52 360 euros par rapport à 2012.

Une production en valeur de l'exercice 2013 en forte baisse

Après trois années d'évolution favorable, les cours des céréales et des oléoprotéagineux reculent nettement en 2013. Ce recul

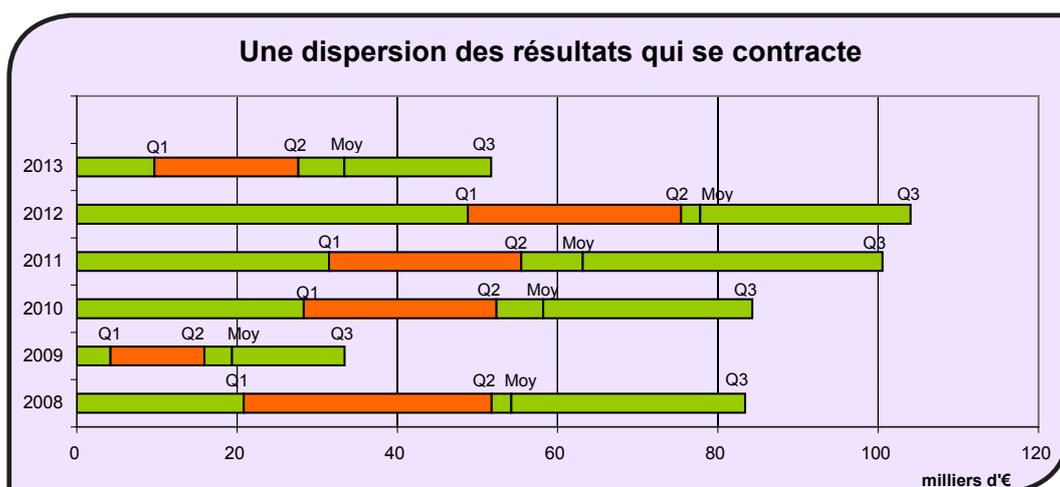
s'opère dans un contexte de récoltes mondiales globalement importantes, contrairement à 2012, une année marquée par une réduction de disponibilités mondiales et une hausse des prix. Selon les données RICA, le prix moyen annuel de vente producteur du blé tendre (202 €/t en 2013) diminue de 4 % par rapport à 2012, et celui de l'orge d'hiver (173 €/t en 2013) de 10 %. Le prix moyen annuel de vente producteur du maïs s'effrite nettement par rapport à 2012 (- 22 %). Il s'établit à 150 €/t en 2013. La concurrence du maïs ukrainien et les bonnes récoltes aux Etats-Unis, au Brésil



Source : Agreste, Rica

▲ Graph 1 : Évolution du RCAI par Utans de 2000 à 2013

Graph 2 : COP : répartition des revenus par Utans sur la période 2008-2013 ▼



Source : Agreste, Rica

Note de lecture : Q1 désigne le revenu en-dessous duquel se situent 25 % des exploitations, Q2 celui en dessous duquel se situent 50 % des exploitations, Q3 celui en dessous duquel se situent 75 % des exploitations. Exemple de lecture : en 2013, un quart des exploitations en COP ont perçu un revenu par Utans inférieur à 9 700 € (Q1) ; Moy désigne le revenu moyen.

et en Argentine expliquent cet effondrement du prix du maïs en France.

Les cours des oléagineux accusent également un net recul en 2013, imputable à la forte baisse des cours du pétrole, défavorable à la filière concurrente des biocarburants, et à l'importance de la production mondiale. Ainsi, le cours de la graine de colza est inférieur de 17 % à celui de 2012. L'érosion des prix est plus marquée pour le tournesol (- 30 % par rapport à 2012).

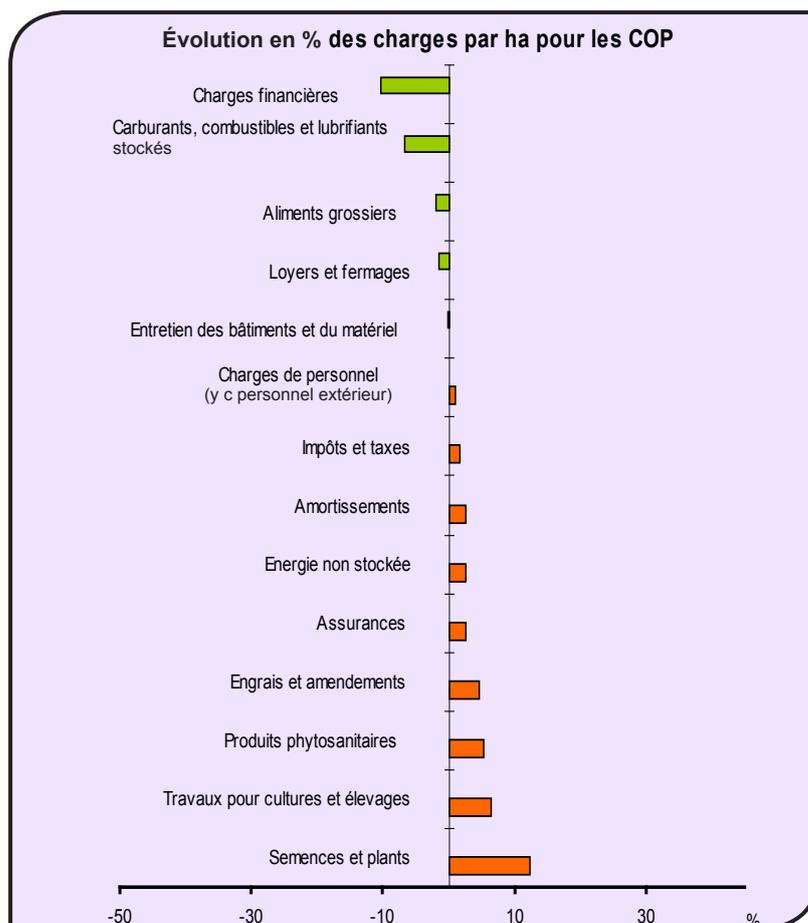
Des rendements à l'hectare plus faibles contribuent également à la diminution de la valeur de la production de l'exercice en 2013. Ainsi, l'orge enregistre un rendement moyen de 67 q/ha en 2013, en baisse de 7 q/ha par rapport à 2012 à cause du développement de maladies au cours du printemps. Le rendement de la graine de colza (33 q/ha) décroît également, de 14 % par rapport à 2012. En revanche, les rendements moyens du blé tendre (81 q/ha) et du maïs (89 q/ha) sont meilleurs qu'escomptés car les fortes chaleurs de juillet ont permis de combler les retards de croissance dus à une pluviométrie excessive et à un début d'année froid.

Une hausse contenue des charges

L'année 2013 marque un ralentissement de l'augmentation des charges courantes (en hausse de 2 % par rapport à l'année précédente, la hausse étant de 8 % en 2012). Les charges courantes s'élèvent en moyenne à 1 427 euros par hectare en 2013. La progression des charges concerne aussi bien les charges d'approvisionnement (semences et plants, produits phytosanitaires) que les travaux réalisés par des tiers.

Un recul de l'excédent brut de l'exploitation et du RCAI en conséquence

La valeur ajoutée des exploitations franciliennes spécialisées en COP recule en 2013 de 45 % par rapport à 2012, du fait de la forte baisse de la valeur moyenne de la production de l'exercice et de la hausse modérée des charges.



Source : Agreste, Rica Île-de-France 2012-2013

▲ **Graph 3 : Évolution en % des charges par ha pour les COP**

Progression modérée de l'ensemble des charges courantes de l'exploitation

En 2013, l'ensemble des charges courantes s'élève en moyenne à 1 427 euros par hectare pour les exploitations franciliennes de céréales et d'oléoprotéagineux. Les charges d'approvisionnement (engrais, phytosanitaires, énergie etc.) représentent 41 % des charges courantes de l'exploitation. Elles augmentent de 5 % entre 2012 et 2013. La hausse concerne les postes suivants : engrais et amendements (+ 5 %), semences et plants (+ 12 %), produits phytosanitaires (+ 5 %).

Les autres charges d'exploitation (57 % des charges courantes) sont stables. Cependant, les évolutions sont contrastées selon les postes : hausse sensible pour les travaux pour les cultures et les charges de personnel, plus modérée pour les assurances, les dotations aux amortissements, les impôts et taxes et diminution pour les loyers et fermages. Les charges financières, dernier volet des charges courantes (2 % de l'ensemble des charges) fléchissent nettement (- 10 %).

Une augmentation de 2 % de l'ensemble des charges courantes résulte de ces diverses évolutions.

Elle s'établit à 453 €/ha, une valeur nettement supérieure néanmoins à la moyenne nationale (262 €/ha). La valeur des subventions d'exploitations (324 €/ha) en 2013 est proche de la valeur du RCAI en 2012 alors qu'elle ne représentait que 49 % du RCAI en 2012. Quant à l'excédent brut d'exploitation (EBE), égal à 595 €/ha en 2012, il se situe à un niveau inférieur de 39 % à celui de l'année 2013, en conséquence de la nette baisse de la valeur ajoutée.

Avec la baisse de l'EBE, le résultat d'exploitation perd 55 % de sa valeur par rapport à 2012 malgré une faible variation (en valeur absolue) de la dotation aux amortissements entre 2012 et 2013. Il se situe à 316 €/ha en 2013.

En conséquence, le RCAI décroît nettement en 2013, malgré une légère augmentation des produits financiers et une légère diminution des charges financières. Il perd la moitié de sa valeur et s'établit à 299 €/ha contre 676 €/ha en 2012.

Plus de 9/10 èmes des subventions versées au titre des DPU

Les subventions aux exploitations franciliennes à dominante céréalière et oléoprotéagineuse baissent de 2 % en 2013. Elles s'établissent en moyenne à 324 €/ha. Les droits à paiement unique (DPU), versés dans le cadre du découplage des aides PAC liées à la production, sont entièrement généralisés en France depuis 2010. Ils représentent, en 2013, 91 % des subventions d'exploitation. Les aides comprennent également quelques aides PAC de soutien spécifiques aux cultures et à l'élevage, des aides agroenvironnementales (2ème pilier de la PAC), les aides de soutien à l'agriculture biologique et diverses aides nationales, régionales et locales.

▼ **Tabl 1 : Évolution des ressources et emplois de 2012 à 2013 en COP**

	Céréales et oléoprotéagineux	
	Montant 2013 (K€)	Évol. 2013/2012 en % (1)
1-Total des ressources durables	128,1	-31,8
Capacité d'autofinancement	82,4	-38,2
Cessions d'immobilisations	15,5	-34,1
Nouvelles dettes financières	30,2	-2,7
2-Total des emplois stables	138,1	-20,1
Acquisitions d'immobilisations	54,2	-25,7
Prélèvements privés	55,1	-5,3
Remboursement des dettes financières	28,8	2,9
3-Variation du fonds de roulement net (1) - (2)	-10,0	
4-Variation du besoin en fonds de roulement	1,5	
variation des stocks (+)	-2,8	
variation des créances (+)	1,6	
variation des dettes non financières (-)	-2,3	
5-Variation de trésorerie nette (3) - (4)	-11,5	

Source : Agreste, Rica Île-de-France 2012-2013

(1) À échantillon constant et en valeur réelle, déflatée par l'indice du prix du PIB.

Net recul de la trésorerie des exploitations

En 2013, la trésorerie des exploitations spécialisées en COP recule nettement par rapport à 2012. La capacité d'autofinancement des exploitations diminue de 38 % (82 431 euros en 2013 contre 130 869 euros en 2012). Cette baisse est liée à la chute du RCAI et à une légère progression des dotations aux amortissements (+ 4 %).

En 2013, les exploitants recourent moins à l'emprunt (- 3 %) qu'en 2012. L'emprunt avait fortement augmenté en 2012 par rapport à 2011 (+ 25 %). Les prélèvements privés (55 104 euros en moyenne) diminuent de 5 % par rapport à 2012 après avoir nettement progressé les deux années précédentes (+ 78 % en 2011, + 34 % en 2012). Avec moins de ressources de financement, les exploitants continuent à rembourser leurs emprunts (+ 3 %) mais investissent moins (- 26 %). En 2012, l'augmentation de leur ressource de financement s'était traduite par des investissements en hausse (+ 14 %) et un remboursement accru des emprunts (+ 12 %), par rapport à 2011.

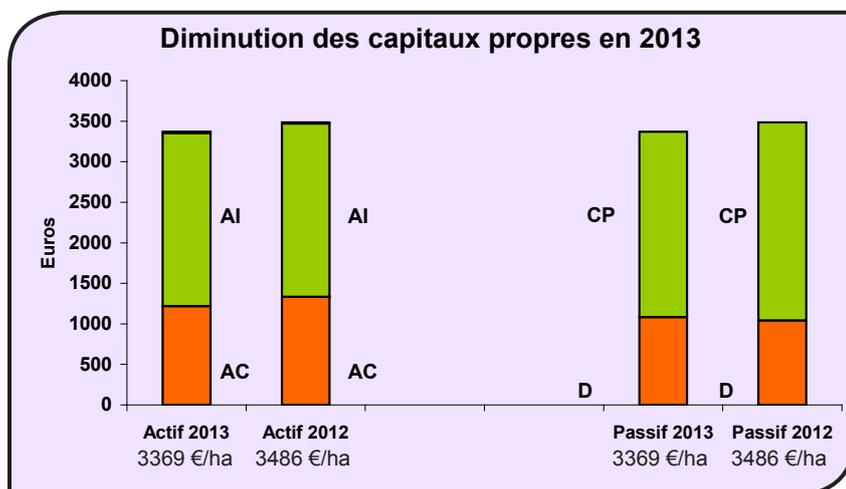
Il en résulte, en 2013, un solde négatif de 10 k€ de fonds de roulement alors que ce solde était positif en 2012 (+ 15 k€). Il en est de même pour la variation de la trésorerie nette. Elle est négative en 2013 (- 11,5 k€) alors qu'elle était positive en 2012 (+ 9 k€). La situation financière des exploitations de céréales et oléoprotéagineux d'Île-de-France se dégrade donc en 2013.

Progression sensible du taux d'endettement

Dans le bilan 2013, les biens immobilisés (terre, bâtiments, matériel) soit 64 % des actifs détenus par l'exploitation, gagnent deux points entre 2012 et 2013 suite à une contraction de 7 % de l'actif circulant (stocks, créances et disponibilités en banque). La structure des sources de financement du patrimoine montre que la part des capitaux propres recule à 68 % en 2013 (contre 70 % en 2012) tandis que la part des emprunts passe de 30 % en 2012 à 32 % en 2013. Les emprunts à long ou moyen terme, 67 % du total de l'endettement, progressent relativement peu (+ 1,5 %) et les emprunts à court terme diminuent faiblement (- 1,3%). Le taux d'endettement, rapport de l'ensemble des dettes au total du passif, s'accroît légèrement : 32,2 % en 2013 contre 29,8 % en 2012.

Le bilan quinquennal (moyenne 2008-2012) est satisfaisant pour les exploitations spécialisées en COP. Les parts relatives de l'actif immobilisé et de l'actif circulant sont respectivement de 64 % et de 36 % lorsque celles des capitaux propres et des emprunts sont de 67 % et de 33 %. Par rapport au bilan quinquennal, en 2013, les parts de l'actif circulant et de l'actif immobilisé sont identiques tandis que la part de l'endettement perd un point au profit des capitaux propres.

▼ Graph 4 : Bilan de clôture par ha des COP en 2012 et 2013



Source : Agreste, Rica Île-de-France 2012-2013

AI : actif immobilisé
AC : actif circulant
CP : capitaux propres
D : dettes

▼ **Tabl 2 : RICA Île-de-France 2013 : principaux résultats pour les COP**

valeur moyenne par exploitation	Île-de-France			France
	Céréales et oléoprotéagineux (COP) Otefdd 1500			COP Otefdd 1500
	Grandes (1)	Moyennes (2)	Ensemble (3)	
Nombre d'exploitations de l'échantillon	103	30	133	1 061
Nombre d'exploitations représentées	1 858	954	2 812	52 588
Part de chaque catégorie en %	45	23	68	17
CARACTERISTIQUES GENERALES				
Surface agricole utilisée (SAU) (ha)	176,2	71,5	140,7	124,2
dont faire-valoir direct (ha)	16,1	12,9	15,0	13,8
dont céréales (ha)	121,7	47,5	96,6	78,9
dont cultures industrielles (ha)	44,5	15,4	34,7	30,7
Nombre d'Unités travail annuel (UTA) totales	1,63	1,3	1,5	1,4
dont UTA (non salarié) (UTANS)	1,27	1,23	1,26	1,21
Effectif animaux (en Unités Gros Bovins)	1,2	1,3	1,2	7,0
ELEMENTS DU BILAN (milliers d'euros)				
Actif immobilisé	364,5	176,4	300,7	208,1
Actif circulant	220,2	77,7	171,9	144,6
Capitaux propres	386,5	195,9	321,9	217,0
Endettement total	201,1	59,1	153,0	137,2
dont à court terme (yc tiers)	63,4	23,9	50,0	46,4
Autofinancement net des prélèvements privés	39,7	3,2	27,3	8,9
Taux d'endettement global (%)	34,2	23,2	32,2	38,7
SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION (milliers d'euros)				
Production de l'exercice	245,5	84,8	191,0	148,4
+ ristournes, rabais, remises obtenus	1,6	0,6	1,3	0,9
- charges d'approvisionnement	105,4	38,6	82,8	72,1
- autres achats et charges externes	55,1	27,5	45,7	40,3
= Valeur Ajoutée Produite	86,6	19,3	63,8	36,9
+ subventions et indemnités d'exploitation	59,2	27,3	48,4	42,2
- fermage	25,0	7,3	19,0	15,7
- impôts et taxes	3,3	1,5	2,7	2,3
- charges de personnel	9,2	1,6	6,6	4,1
= Excédent Brut d'Exploitation	108,3	36,1	83,9	57,1
+ transferts de charges et autres produits de gestion courante	0,4	0,2	0,3	0,4
- dotations aux amortissements	50,2	18,9	39,7	32,2
= Résultat d'exploitation	58,5	17,4	44,5	25,4
+ produits financiers	2,5	0,6	1,9	1,1
- charges financières	5,7	1,7	4,3	4,0
= Résultat Courant Avant Impôts (milliers d'euros)	55,3	16,3	42,1	22,4
- Charges sociales de l'exploitant	25,6	11,3	20,8	15,5
= RCAI après paiement des charges sociales de l'exploitant	29,7	5,0	21,3	6,9
Revenu courant par Unité de travail annuel non salarié (Utans)	43,6	33,4	33,4	18,5
RCAI par Utans après paiement des charges sociales de l'exploitant	23,4	4	16,9	5,7

Source : Agreste, Rica 2013

(1) Grandes exploitations : exploitations dont la PBS (Production brute standard) est supérieure ou égale à 100 000 €.

(2) Moyennes exploitations : exploitations dont la PBS (Production brute standard) est supérieure ou égale à 25 000 € et inférieure à 100 000 €.

(3) Ensemble = grandes et moyennes exploitations.

▼ **Tabl 3 : RICA Île-de-France 2013 : principales évolutions pour les exploitations de l'Otefdd 1500 (COP)**

valeur moyenne par exploitation	Otefdd 1500 (COP)					
	Grandes exploitations (1)		Moyennes exploitations (2)		Ensemble (3)	
	2013	Évolution 2013/2012 (%) (4)	2013	Évolution 2013/2012 (%) (4)	2013	Évolution 2013/2012 (%) (4)
Nombre d'exploitations de l'échantillon	103		30		133	
Nombre d'exploitations représentées	1 858		954		2 812	
Part de chaque catégorie en %	45		23		68	
CARACTERISTIQUES GENERALES						
Surface agricole utilisée (SAU) (ha)	176,2	1,3	71,5	0,5	140,7	1,2
dont SAU en fermage (ha)	157,1	1,0	56,9	0,5	123,1	0,9
Nombre d'Unités travail annuel (UTA) totales	1,63	2,7	1,31	0,4	1,52	2,0
dont UTA (non salarié) (UTANS)	1,27	1,2	1,23	0,0	1,26	0,8
Effectif animaux (en Unités Gros Bovins)	1,2	-11,0	1,3	-14,7	1,2	-8,4
ELEMENTS DU BILAN (milliers d'euros)						
Actif immobilisé	364,5	0,9	176,4	1,0	300,7	1,0
Actif circulant	220,2	-4,3	77,7	-15,7	171,9	-6,4
Capitaux propres	386,5	-1,9	195,9	-6,2	321,9	-2,9
Endettement total	201,1	0,6	59,1	0,3	152,9	0,6
dont à court terme (yc tiers)	63,4	-1,2	23,9	-1,8	50,0	-1,3
Autofinancement net des prélèvements privés	39,7	-55,6	3,2	-92,4	27,3	-65,6
Taux d'endettement global (%)	34,2	1,0	23,2	4,5	32,2	1,6
SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION (milliers d'euros)						
Production de l'exercice	245,5	-19,3	84,8	-23,2	191	-20
+ ristournes, rabais, remises obtenus	1,6	15,8	0,6	50,2	1,3	20,6
- charges d'approvisionnement	105,4	5,9	38,6	5,7	82,8	5,8
- autres achats et charges externes	55,1	-2,1	27,5	6,2	45,8	-0,5
= Valeur Ajoutée Produite	86,6	-42,3	19,3	-59,0	63,8	-44,9
+ subventions et indemnités d'exploitation	59,2	-0,8	27,3	5,0	48,4	0,3
- fermage	25,0	-0,6	7,3	-0,7	19,0	-0,7
- impôts et taxes	3,3	-0,3	1,5	2,4	2,7	0,2
- charges de personnel	9,2	5,8	1,6	7,6	6,6	6,0
= Excédent Brut d'Exploitation	108,3	-37,2	36,1	-43,2	83,9	-38,2
+ transferts de charges	0,4	-57,5	0,2	-50,4	0,3	-52,5
- dotations aux amortissements	50,2	2,9	18,9	7,6	39,7	3,7
= Résultat d'exploitation	58,5	-53,7	17,4	-62,8	44,5	-55,3
+ produits financiers	2,5	7,4	0,6	-6,8	1,9	5,6
- charges financières	5,7	-11,3	1,7	12,4	4,3	-8,6
= Résultat Courant Avant Impôts (RCAI)	55,3	-54,5	16,3	-64,6	42,1	-56,5
- Charges sociales de l'exploitant	25,6	17,4	11,3	40,4	20,8	21,3
= RCAI après paiement des charges sociales de l'exploitant	29,7	-72,2	5,0	-87,3	21,3	-73,6
RCAI par Unité de travail annuel non salarié (Utans)	43,6	17,4	13,2	-47,2	33,4	-56,8
RCAI par Utans après paiement des charges sociales de l'exploitant	23,4	5,2	4,0	-87,3	16,9	-73,8

Source : Agreste, RICA Île-de-France 2012-2013

2013 : valeurs réelles à échantillon complet.

(1) Grandes exploitations : exploitations dont la PBS (Production brute standard) est supérieure ou égale à 100 000 €.

(2) Moyennes exploitations : exploitations dont la PBS (Production brute standard) est supérieure ou égale à 25 000 € et inférieure à 100 000 €.

(3) Ensemble = grandes et moyennes exploitations.

(4) À échantillon constant et en valeur réelle, déflatée par l'indice du prix du PIB, pour les éléments du bilan et les soldes intermédiaires de gestion

Qu'est-ce que le RICA ?

Le RICA (Réseau d'information comptable agricole) est une enquête statistique nationale réalisée par quota auprès d'environ 7 300 exploitations. Elle recueille les comptabilités d'agriculteurs ainsi que quelques variables caractérisant la structure de leur exploitation (SAU, rendement, composition du cheptel...). Le RICA porte sur les exploitations dites moyennes et grandes, c'est-à-dire celles dont la production brute standard ou PBS (potentiel économique basé sur les surfaces et cheptels) atteint au minimum 25 000 €.

En 2013, l'échantillon de la région Île-de-France comprend 190 exploitations, qui représentent les 4 104 exploitations franciliennes moyennes et grandes. L'univers de référence servant à la pondération est issu du recensement agricole 2010 extrapolé à 2013.

DEFINITIONS

• Classification des exploitations :

Les exploitations peuvent se décliner selon leur orientation technico-économique (Otex). En Île-de-France, 70 % des exploitations sont classées dans l'orientation Otefdd 1500 (nomenclature française de diffusion détaillée) « Céréales et oléoprotéagineux ».

• Résultat courant avant impôt (RCAI) :

Le RCAI est égal aux produits de l'exploitation relevant de l'activité de l'exploitation (vente de biens, produits agricoles, prestations de services...)

- + les subventions et indemnités d'exploitation reçues,
- + les transferts de charges,
- + les produits financiers (intérêts perçus, revenus des comptes en banques ...),

desquels sont déduits les charges d'exploitation (approvisionnements, achats de marchandises, travaux et services consommés, loyers et fermages, entretien des bâtiments, assurances, impôts et taxes, charges de personnel), les amortissements des biens immobilisés, et les charges financières (intérêts des emprunts).

Pour en savoir plus :

Résultats détaillés pour l'Île-de-France sur le site de la DRIAAP :

- [Le RICA en poche année 2013 en Île-de-France](#)

Résultats nationaux et régionaux sur le site Agreste du Ministère :

- [Réseau d'information comptable agricole](#)